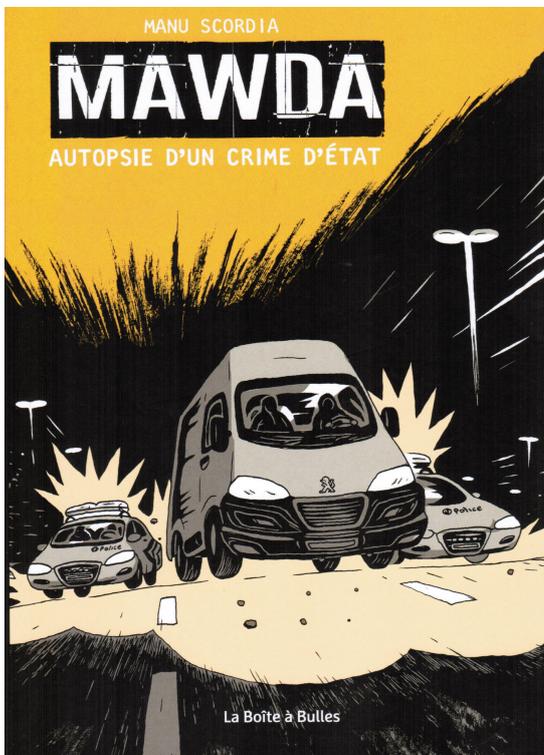


# Virgule

N° 45  
sept2024

*Observez-la bien, une virgule regarde toujours à gauche. Achille Chavée*



## Trois destinées d'immigrées

Le blé dur aux mains tendres vous emmène à la rencontre d'Antonietta et Horiya, qui racontent leur histoire marquée par la migration autour de la confection d'un plat traditionnel de leur pays 🇸🇪

Des destins croisés de femmes aux parcours différents mais mues toutes les deux par une force et une capacité de résilience extraordinaires 🇮🇹

À la réalisation de ce documentaire, on retrouve quatre autres femmes, qui ont travaillé pendant deux ans sur ce projet avec le Gsara La Louvière.

Quant à Mawda, une petite fille syrienne, elle morte dans les bras de ses parents, abattues par un tir policier lors d'un contrôle.

Manu Scordia retrace le déroulement des faits dans un roman dessiné

La projection du film et la présentation du livre en présence de l'auteur, Manu Scordia auront lieu au Club Achille Chavée, 34, rue Abelville à La Louvière

**Ce jeudi 19 septembre à 19 h**

/  
Sit-in de  
Jewish Voice for Peace  
à la station Grand Central  
de New York



## USA : Israël envers et contre tout

Allié indéfectible de Tel-Aviv, Washington, qui lui fournit annuellement 4 milliards de dollars d'aide militaire, n'a pas manqué à son rôle de bouclier, lui garantissant, dans les faits, de disposer des mains libres dans sa sanglante conduite de la guerre. Le président Joe Biden va personnellement s'impliquer pour qu'Israël conserve toute sa marge de manœuvre, notamment en déployant une imposante force navale afin de limiter les risques d'extension du conflit. Sioniste revendiqué, le locataire de la Maison-Blanche est allé jusqu'à contourner le Congrès, au mépris des propres règles de son administration, pour assurer la livraison à Israël de 14 000 munitions de char essentielles à la poursuite de la guerre.

Qu'ils proviennent du Secrétaire général de l'ONU António Guterres, du CICR ou de Médecins Sans Frontières, aucun signal d'alarme quant à la catastrophe humanitaire en cours n'a jusqu'à présent fait dévier Biden de sa trajectoire. Si l'accumulation de preuves de crimes de guerre l'a bien conduit à mettre davantage l'accent sur l'importance de protéger les civils, les appels à la modération n'ont, logiquement, guère été suivis d'effets en l'absence de conséquences pour Israël. Alors que ce dernier réduisait en cendres

un quartier de Chadjaya le 2 décembre en occasionnant l'un des pires massacres du conflit (plus de 300 victimes pour atteindre... Un seul dirigeant du Hamas), le département le félicitait deux jours plus tard pour ses « demandes d'évacuations plus ciblées »...

Ce soutien inconditionnel est d'autant plus interpellant qu'il est de plus en plus contesté par l'opinion étatsunienne, à moins d'un an de l'élection présidentielle. Selon un sondage publié par *Data For Progress* le 5 décembre, 70 % des démocrates et 61 % de l'ensemble des électeurs seraient favorables à un cessez-le-feu permanent à Gaza. Le 7 décembre, Biden fera pourtant bloquer une énième résolution en ce sens au Conseil de sécurité de l'ONU.

Parmi les nombreuses voix à s'être élevées en solidarité avec les Palestiniens, relevons celle du collectif juif antisioniste Jewish Voice for Peace, particulièrement actif dans la contestation de la politique pro-Israélienne de Biden. Le 30 octobre, il a organisé un gigantesque sit-in dans la gare de Grand Central à New York, aux cris de « Ceasefire Now », « Not In Our Names » et « Never Again, For Anyone ».

/  
Drapeau israélien projeté  
sur le siège de la Commission  
européenne, sur demande  
de sa présidente  
Ursula von der Leyen.



## La coupable impuissance de l'Europe

Voilà des années que l'Union européenne (UE) multiplie les partenariats avec Israël, au mépris flagrant de son attachement proclamé au droit international, notamment au regard de la poursuite de la colonisation. Sur le long terme, on assiste à un glissement pro-israélien du Vieux Continent, fruit de son évolution conservatrice et illibérale et de l'effacement progressif de la question palestinienne de l'agenda international. Cette trajectoire explique la première réaction inconditionnellement favorable à l'opération militaire israélienne sur Gaza, dont tirera parti la frange la plus pro-israélienne des institutions européennes pour pousser son avantage. Ainsi de la visite de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et de celle du Parlement européen Roberta Metsola à Tel-Aviv du 12 octobre, pour y exprimer un soutien sans faille, à la fureur des partisans d'une approche plus équilibrée.

La durée de la guerre et son bilan humain terrifiant vont conduire à une évolution progressive de la position des États membres. Entre les résolutions de l'Assemblée générale

des Nations Unies pour un cessez-le-feu du 27 octobre et celle du 12 décembre, les votes positifs européens sont passés de 8 à 17. Malgré les annonces de Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, celle-ci reste paralysée par les divisions et donc incapable de prendre des mesures de nature à contraindre Israël à se conformer à ses obligations.

Si, comme aux États-Unis, de nombreuses protestations contre la guerre ont eu lieu, on assiste également à une répression sans précédent de la solidarité avec la Palestine. Cela est particulièrement vrai pour l'Allemagne et la France. Le gouvernement d'Élisabeth Borne a en effet interdit préventivement la plupart des manifestations pro-palestiniennes en raison de «risques de débordements», dans un climat politique et médiatique lourdement biaisé en défaveur de la parole palestinienne. Des dynamiques encore plus marquées à Berlin, inconditionnellement pro-israéliennes de par sa responsabilité dans le judéocide, qui persiste à reporter le poids de ses crimes passés sur le peuple palestinien.

Action «fontaine rouge»  
du collectif *Brussels Against  
Genocide* contre la complicité  
européenne avec  
les crimes d'Israël.



## La Belgique montre (timidement) l'exemple

La population belge n'a pas manqué à l'appel de la solidarité avec la Palestine, avec notamment 40 000 personnes le 22 octobre et près de 50 000 le 11 novembre dans les rues de Bruxelles, à l'initiative de l'ABP. Particularité du plat pays : le soutien massif qu'ont apporté les forces vives de la société civile (syndicats, ONG, mouvements de jeunesse, associations de terrain, organisations juives progressistes...) à ces mobilisations. De nombreux collectifs citoyens ont en outre rivalisé d'audace et d'inventivité pour dénoncer la complicité avec les massacres en cours, par exemple en bloquant durant la journée du 11 décembre l'entrée de l'entreprise israélienne d'armement Elbit System à Audenarde, en Flandre orientale.

Cette atmosphère pro-palestinienne se ressent également sur le plan politique. Après un bref moment de flottement où l'accent fut mis, comme ailleurs en Europe, sur le « droit d'Israël à se défendre », le discours du gouvernement belge évoluera vers des demandes de plus en plus nettes d'instaurer un cessez-le-feu. À partir de novembre, certains membres de l'exécutif se prononcèrent même en faveur de sanctions, tandis que le CD&V a déposé avec le PS, Ecolo-Groen et Vooruit une proposition de loi pour interdire tout commerce avec les colonies israéliennes. Ces mesures, tout comme la reconnaissance de l'État de Palestine, sont pour l'heure bloquées par le MR, bien seul à ne pas prendre la mesure de ce qui se passe à Gaza.

Mouton noir de l'Union européenne (UE) aux yeux d'Israël depuis plusieurs années, la Belgique n'a pas manqué à sa réputation lors de la visite dans la région du Premier ministre Alexander De Croo avec son homologue espagnol Pedro Sanchez. Pour avoir rappelé, le 24 novembre au poste-frontière de Rafah, entre l'Égypte et la Bande de Gaza, les principes élémentaires du droit international interdisant de cibler les civils, les deux chefs de gouvernement ont été accusés par Netanyahu de « soutenir le terrorisme ». Une outrance qui aura davantage ému l'Espagnol, qui convoquera en réaction l'ambassadeur israélien à Madrid, que le Belge qui se contentera d'inviter celle en poste à Bruxelles pour une explication autour d'un café... Au-delà des symboles, les mesures concrètes sont rares, à l'exception du soutien de 5 millions d'euros à la CPI, dans une volonté de soutenir l'enquête ouverte en 2021 sur les crimes commis en territoires palestiniens occupés, et de l'instauration de sanctions contre les colons violents. 4<sup>e</sup> partenaire économique européen d'Israël avec qui le commerce est en hausse ces dernières années, la Belgique disposerait pourtant de leviers significatifs pour enclencher une dynamique susceptible de changer le ton au niveau européen. Gageons qu'elle les mobilisera lors de la présidence tournante de l'UE, qu'elle assurera au premier semestre 2024, en commençant par bloquer la tenue prévue de la réunion du conseil d'association UE-Israël.

Concerne : Communiqué de Presse – septembre 2024

### SITUATION ALARMANTE EN CISJORDANIE

Depuis le début de la guerre à Gaza, les colons israéliens, aidés en cela par l'armée israélienne, multiplient les provocations et les exactions en Cisjordanie : incendie de bâtiments ou de champs, pogroms dans certaines villes ou villages, colonisation sauvage, appropriation de terrains cultivables ou non, etc..., sans compter l'installation de portiques de contrôle à l'entrée de toute agglomération importante. Selon EUROPALESTINE, plus de 650 Palestiniens ont été tués, dont au moins 150 mineurs (ont été assassinés) en Cisjordanie durant les 11 derniers mois.

Les tensions et affrontements les plus durs s'étaient jusqu'ici déroulés dans le nord de la Cisjordanie : Jenine, Naplouse, Tulkarem, Qalquilia, etc. Et cela s'est accompagné d'une augmentation de l'activité de colonisation et de la distribution de dizaines de milliers d'armes aux bandes de colons, ce qui a accru l'escalade des attaques contre les communautés palestiniennes. Ces actions étaient encouragées par les ministres d'extrême-droite Ben Gvir et Smotrich, et soutenues par le premier ministre Netanyahu.

Mais depuis ce mercredi 28 août, les colons israéliens, protégés par l'armée, ont totalement bloqué le sud de la Palestine occupée (Cisjordanie) : il est devenu impossible pour les paysans d'aller sur les marchés, de commercer et donc d'avoir le moindre revenu.

De plus, les paysans sont attaqués dans leurs champs, la récolte pourtant cruciale devient impossible alors que la saison bat son plein. Qui plus est, des projets de coopération avec des institutions internationales ou des ONG sont de facto à l'arrêt ou doivent cesser leurs activités.

C'est notamment le cas de la coopérative agricole de production de jus de raisin Al Sanabel à Halhul, près d'Hébron, qui fournit des services à plus de 1.300 familles de paysans. Cette coopérative a été créée par les acteurs locaux, et soutenue par de nombreuses associations, ainsi que par des pouvoirs publics français et belges pour permettre la récolte et la commercialisation du raisin.

Pour la Belgique, citons entre autres les pouvoirs locaux de Nivelles, Ittre, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Gesves, la Province de Hainaut, etc., ainsi que les groupes Paix Juste au Proche Orient (PJPO), la Coordination Namuroise Belgo-Palestinienne (CNB-P) et la MWB-FGTB.

Depuis les événements du 7 octobre et la guerre qui a suivi, tous les efforts de la coopérative qui arrivait à l'équilibre budgétaire ont été réduits à néant. Dans l'impossibilité de récolter les raisins, de les presser et d'en commercer le jus, la coopérative se trouve dans une situation catastrophique, comme les centaines d'agriculteurs qui en vivent.

Et pendant tout ce temps, le monde occidental, l'Europe et la Belgique observent un silence sidérant, sinon complice, à l'égard de ces faits pourtant nommés crimes de guerre par la Cour Internationale de Justice.

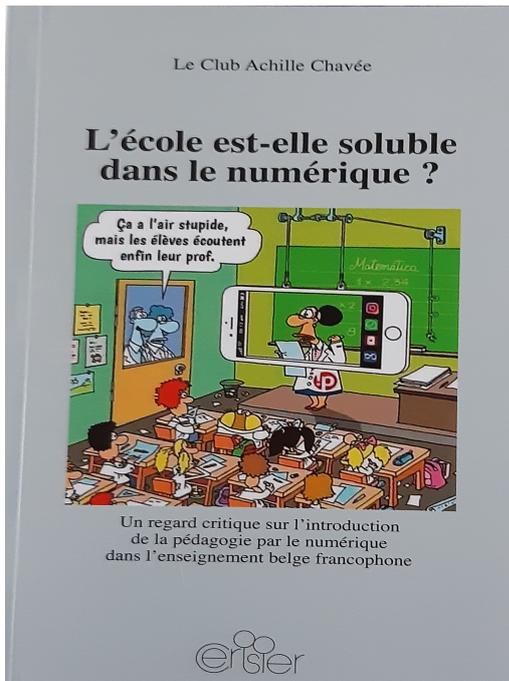
En conséquence, nous demandons au Gouvernement, par l'entremise de la Ministre des Affaires Étrangères et de la Ministre de la Coopération au développement, de condamner formellement ces faits, de prendre des mesures coercitives concrètes vis-à-vis du gouvernement israélien et d'exiger incessamment de celui-ci l'arrêt immédiat de ces crimes et de ces destructions, ainsi que la juste réparation de ceux-ci.

Nous appelons, dans cette période critique, tous les pouvoirs publics belges qui ont été impliqués dans le soutien à la coopérative Al Sanabel d'agir en ce sens dans le cadre de leurs compétences respectives.

Contacts: André VERLAINE (CNB-P, asbl)  
+32 476 878 853  
[andre.verlaine@skynet.be](mailto:andre.verlaine@skynet.be)

Pierre LEVEQUE (PJPO)  
+32 472 28 11 05  
[pierre.leveque@skynet.be](mailto:pierre.leveque@skynet.be)

## Toujours en vente au Club Achille Chavée



450.000 à la Fête de l'Huma... et nous, et nous, et nous !



Un monde dingue, un soleil splendide, une ambiance de feu, des découvertes étonnantes, la fraternité omniprésente, des liens amicaux qui se créent... l'édition 2024 fut une grande réussite. Le groupe organisé par le Club Achille Chavée aussi. Les sourires photographiés sur cette photo à l'arrivée sur le site de la Fête à Plessis-Paté (Essonne) étaient de bon augure.

L'an prochain, la fête de l'Huma célébrera ses... **95 ans**. On y sera !